

L'arme que vous me demandez n'est pas une loi contre la dynamite, ni sur la police; c'est une *loi sur la presse*, une loi préventive, qui vise non pas les faits, mais les idées, non pas les actes, mais leur préparation morale...

Vous êtes entrés au pouvoir, à l'heure même où commençait à se manifester au dehors le grand mouvement social longuement préparé par les conditions nouvelles de notre temps, et qui allait ébranler jusqu'au fond la masse populaire.

Investi, sinon de la puissance, du moins de la force politique, le peuple s'avancait vers la puissance économique, qui en est le complément indispensable.

J'imagine alors que chacun de vous, membres du gouvernement, s'est interrogé lui-même et s'est demandé ce qu'il allait faire, ce qu'il allait entreprendre, pour préparer l'intelligence du peuple, pour former son cœur et son âme.

Cette œuvre-là, la plus haute qu'un gouvernement puisse remplir, c'est l'œuvre de l'éducation qui se donne à l'école ou au collège, mais celle qui, l'œuvre de l'éducation; non pas seulement de l'éducation qui se donne à l'école ou au collège, mais celle qui, peu à peu, pénètre et façonne l'esprit public par les leçons, par les doctrines, par les exemples, de ceux que la fortune des événements a portés à la tête du pays. (*Très bien! à droite.*)

Et cette éducation morale, cette formation sociale de la nation, comment l'avez-vous comprise depuis quinze ans? Comment l'avez-vous dirigée par vos lois, par vos inspirations, par l'action constante de votre administration? Avec une seule idée: rompre par tous les moyens, sur tous les terrains, dans tous les actes de la vie sociale, rompre avec le christianisme, avec l'enseignement chrétien, avec la morale chrétienne. (*Applaudissements, à droite.*)

— M. LEYDET. — Mais ce dont vous vous plaignez, c'est précisément ce qu'on n'a pas fait.

— M. DE MUN. — Comment? c'est ce qu'on n'a pas fait? Mais c'est l'idée qui domine, d'un bout à l'autre votre éducation sociale.

Partout, à l'école, au lycée, à l'université, à l'hospice où les pauvres vont mourir, dans l'institution de la famille, dans toutes les manifestations extérieures de la puissance publique, partout votre idée dominante s'est résumée dans ce seul mot: "rompre" avec la loi chrétienne; ce n'est pas assez dire, il faut aller jusqu'au vrai: "rompre" avec toute religion, avec toute loi divine! (*Applaud., à droite — Bruit à gauche.*)

Voilà votre doctrine officielle: l'homme, le citoyen, volontairement ignorant de tout ce qui regarde son origine et sa fin. Jeté dans cette superbe ignorance... (*Réclamations à gauche.*)

Messieurs, je traite un sujet difficile: j'apporte ici l'expression de ma foi, de toutes mes convictions; je demande à le faire librement. Vous viendriez, après moi, exposer vos doctrines...

— M. E. MOREAU. — Vous ne nous comprendriez pas. (*Rires ironiques, à droite.*)